



Jean-Paul Bastian, président de la Chambre régionale d'agriculture, Bernard Stalter, président de la Chambre des métiers d'Alsace, et Guy-Dominique Kennel, président du Conseil général du Bas-Rhin, entendent développer les relations entre les chambres consulaires. Une manière de donner plus d'efficacité à la politique des filières courtes dans la région (Photo Germain Schmitt).

Chambres des métiers et d'agriculture

L'exemple d'un partenariat entre un boucher et un éleveur de moutons

A Preusdorf, la famille Huchot écoule la totalité de son importante production d'agneaux chez trois bouchers régionaux et une GMS locale. Les chambres consulaires et le Conseil général veulent développer ce type de partenariat entre des agriculteurs et des artisans des métiers de bouche.

C'est à la suite de la première fête des bergers il y a six ans, avec le Syndicat des producteurs d'ovins, que Stéphane Huchot s'est lancé dans la viande d'agneau en circuit court. Ou plutôt en circuit semi court. "A l'occasion de cette fête, la viande d'agneau avait été bien appréciée du public. J'ai alors démarché certains bouchers. Trois mois après, avec Jean-Luc Hoffmann, on a d'abord essayé avec deux agneaux." Aujourd'hui la totalité de la production de l'élevage Huchot, qui compte près de 900 brebis, est écoulée dans trois boucheries et une GMS régionales. "Ce système est également rendu possible grâce à l'abattoir municipal - désormais intercommunal - de Haguenau, ajoute Stéphane Huchot. Tous les mardis matin, un certain nombre d'agneaux sont expédiés à l'abattoir et récupérés par les bouchers." Sur sa boucherie de Haguenau, Jean-Luc Hoffmann commercialise 300 carcasses par an.

"C'est le type même de partenariat que nous voulons promouvoir", ont expliqué de concert Jean-Paul Bastian, président de la Chambre régionale d'agriculture, Bernard Stalter, président de la Chambre des métiers d'Alsace, et Guy-Dominique Kennel, président du Conseil général du Bas-Rhin. Avec le développement des filières agricoles en circuit court, le renforcement des relations entre les deux chambres consulaires devenait inéluctable : "De plus en plus d'exploitations se tournent vers la vente directe. Nous avons de plus en plus de "double immatriculés". Avec Jean-Louis Hoerlé - président de la CCI - nous voulions mettre en valeur ces partenariats", a expliqué Bernard Stalter. "Les exploitations agricoles qui exercent aussi les métiers de bouche ne nous posent aucune difficulté

En direct du producteur au consommateur par le boucher

Le passage à la vente semi-directe ne s'improvise pas. Chez les Huchot, ce changement a supposé de modifier tout le rythme de l'élevage, pour passer d'une production saisonnière à une production d'agneaux en continu. "Notre engagement c'est de produire toute l'année, donc nous faisons de l'agnelage toute l'année." Il a fallu adapter aussi la race pour désaisonnaliser la production. Eleveurs de moutons herbagers depuis quatre générations, les Huchot exploitent à ce jour 140 ha d'herbe et 11 ha de céréales. En 1998 Stéphane

Huchot s'installe en Gaec avec son père Maurice et sa mère Annie. Il en profite pour effectuer sa sortie d'exploitation, dans le cadre d'un POS élaboré à Preusdorf, que Guy-Dominique Kennel dit être équilibré et respectueux des paysages.

Stéphane Huchot s'est félicité du climat de confiance instauré avec ses partenaires bouchers. Le paiement est effectué à 15-jours. Et il n'hésite pas à discuter d'une éventuelle répercussion des hausses des matières premières, comme pour les céréales en 2011.

du moment que les règles sont respectées", a ajouté le président de la Chambre des métiers d'Alsace.

Il s'agissait donc pour les deux chambres de trouver "un exemple constructif" et c'est le tandem élevage Huchot - boucherie Hoffmann qui a été jugé représentatif, lors d'une présentation à la presse le 4 avril. "Du producteur au consommateur, en passant par une personne qualifiée du métier, c'est ce qu'on veut développer. L'agriculture et l'artisanat ont de nombreux points communs, des valeurs communes, ce sont des entrepreneurs. Nous avons à mener des actions communes sur la défense des petites et moyennes entreprises", a ajouté Jean-Paul Bastian.

Nonobstant la question de l'équilibre à respecter entre les différentes filières courtes et longues, si délicat à trouver en agriculture, Bernard Stalter s'est dit prêt à "imaginer d'autres partenariats, par exemple entre les céréaliers et les boulangers".

Les deux chambres consulaires se disent donc prêtes à respecter les domaines de compétences lorsque se posent les problématiques techniques, économiques ou juridiques, affiliées à chaque type de profession, et lorsqu'il s'agira "de faire évoluer les règles face aux évolutions", explique Jean-Paul Bastian.

En point de mire de ce partenariat, c'est toute la politique de filière et de valorisations locales qui doit être soutenue, a expliqué Guy-Dominique Kennel. D'ailleurs le Conseil général qu'il préside a élaboré des contrats d'objectifs sur ce plan dont il espère des retombées en termes d'installations de jeunes agriculteurs, et d'aide au petit commerce afin que celui-ci puisse s'appuyer sur les filières courtes. "C'est extrêmement important, et nous y mettons les moyens pour que l'économie départementale soit florissante."

DL

EN BREF

(9,2 M€, 75 %), la France (5,6 M€, 51 %) et l'Espagne (4,9 M€, 59 %).

POULES PONDEUSES

Les normes font grimper le prix des œufs

"Nous avons constaté une augmentation du prix des œufs au cours des dernières

semaines dans une grande partie de l'Union européenne, en particulier concernant les œufs destinés à l'industrie alimentaire, qui ont atteint des niveaux records", a indiqué la Commission européenne le 22 mars. Bruxelles a reconnu que l'entrée en vigueur des nouvelles normes pour les cages de poules pondeuses avait été suivie d'une hausse des prix. De fait, les œufs destinés à l'industrie,

qui normalement sont 30 à 50 % moins chers que les œufs de table, sont aujourd'hui 10 à 20 % plus chers. Néanmoins, la Commission européenne rappelle que lorsque l'Allemagne s'est mise aux normes en 2010, "le marché a mis trois ou quatre mois à s'ajuster". Par conséquent, Bruxelles "s'attend à ce que le marché évolue dans la bonne direction d'ici fin avril".